

- achat, location ou amortissement de matériel sportif
- achat, location ou amortissement de matériel didactique
- location d'équipements sportifs, de locaux de réunion et de cours
- imprimés
- frais de matériel d'information et de promotion
- frais portés en compte par les associations de défense des droits d'auteur
- frais pour services médicaux d'urgence
- autres frais approuvés préalablement par écrit par le Bloso

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 janvier 2009 concernant la politique des priorités, visée à l'article 2, 12°, du décret du 13 juillet 2001 portant réglementation de l'agrément et du subventionnement des fédérations sportives flamandes, de l'organisation coordinatrice et des organisations des sports récréatifs.

Bruxelles, le 16 janvier 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 935

[C — 2009/29108]

#### 12 DECEMBRE 2008. — Décret favorisant l'organisation du premier degré et prenant diverses mesures en matière d'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 11 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 13 juin 1997 et 2 avril 1998 et par les décrets du 30 juin 2006 et du 7 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

Au § 2, 1<sup>o</sup>, les termes « qui ont terminé avec fruit la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel ou le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant la deuxième année commune ou les deux premières années de l'enseignement général ou technique de type II » sont remplacés par les termes « soit qui ont obtenu la réussite du premier degré ou soit qui sont orientés par le conseil de classe vers une troisième année de l'enseignement secondaire dans les formes et sections définies par celui-ci, dont la forme professionnelle; ».

**Art. 2.** A l'article 11 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 est apportée la modification suivante :

Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « général » est inséré entre les termes « en 3<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire » et les termes « technique ou artistique de type I ».

#### CHAPITRE II. — *Modification du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II*

**Art. 3.** L'article 21bis du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, inséré par le décret du 15 octobre 1991, est abrogé.

**Art. 4.** L'article 21ter du décret du 2 juillet 1990, inséré par le décret du 15 octobre 1991 et modifié par les décrets du 17 décembre 2003 et du 4 mai 2005, est abrogé.

**Art. 5.** A l'article 21quater du décret du 2 juillet 1990, inséré par le décret du 7 décembre 2007, les termes « et de l'application des articles 21bis et 21ter » sont supprimés.

#### CHAPITRE III. — *Modification du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 6.** A l'article 5quater, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, inséré par le décret du 5 août 1995, modifié par le décret du 2 avril 1996 et complété par les décrets du 25 juillet 1996 et du 8 février 1999, les termes « Sur avis favorable » sont remplacés par les termes « Sur avis ».

**Art. 7.** A l'article 5quater, § 2, 3<sup>e</sup> alinéa du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995, modifié par le décret du 2 avril 1996 et complété par les décrets du 25 juillet 1996 et du 8 février 1999, les termes « Sur avis favorable » sont remplacés par les termes « Sur avis ».

**Art. 8.** A l'article 5quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995, les termes « Sur avis favorable » sont remplacés par les termes « Sur avis ».

**Art. 9.** Dans le même décret, est inséré un article 5sexties libellé comme suit « Pour les cas prévus aux articles 5quater, § 1<sup>er</sup> et 2, 5quinquies, 19 §§ 2 et 3, le Gouvernement fonde sa décision notamment sur l'évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné ou encore l'offre d'enseignement au sein de la Zone dans laquelle se trouve celui-ci. ».

**Art. 10.** L'article 16 du même décret, abrogé par le décret du 30 juin 1998 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 16.– Indépendamment du nombre total de périodes-professeur, il est attribué, par année scolaire, pour tous les établissements d'enseignement secondaire organisant soit un premier degré commun et un premier degré différencié ou une année constitutive de ce dernier degré soit l'un des deux degrés précités, des périodes complémentaires destinées à assurer des conseils de classe, des conseils de guidance, des remédiations ou des projets favorisant la liaison entre l'enseignement primaire et secondaire.

En fonction du nombre d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente, les périodes sont calculées de la manière suivante :

- 1° En 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année commune : 0,5 période-professeur par tranche de 12 élèves;
- 2° En 1<sup>re</sup> année différenciée : 0,5 période-professeur par tranche de 6 élèves;
- 3° En 2<sup>e</sup> année différenciée et dans l'année différenciée supplémentaire : 0,5 période-professeur par tranche de 7 élèves;
- 4° Dans l'année complémentaire organisée à l'issue de la 1<sup>re</sup> année commune : 0,5 période-professeur par tranche de 6 élèves;
- 5° Dans l'année complémentaire organisée à l'issue de la 2<sup>e</sup> année commune : 0,5 période-professeur par tranche de 7 élèves.
- 6° En troisième année de différenciation et d'orientation : 0,5 période-professeur par tranche de 7 élèves.

Toutefois, pour la première année différenciée, la deuxième année différenciée, lorsqu'il existe une différence de plus de 10 % calculée séparément pour chaque année, entre le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1<sup>er</sup> octobre et le nombre total d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente, le nombre de périodes dévolu à l'année concernée fait l'objet d'un recomptage sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, un minimum de six périodes-professeur est octroyé à chaque établissement secondaire. Lorsque le montant global obtenu par chaque établissement suite à la répartition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas un nombre entier, ce dernier est arrondi à l'unité supérieure.

L'utilisation du nombre de périodes-professeurs complémentaires est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

A titre transitoire pour l'année scolaire 2008-2009, la disposition prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, s'applique à la deuxième année professionnelle.

Au cas où un chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné n'organise plus le premier degré commun ou le premier degré différencié ou une année constitutive de l'un ou des deux degrés précités, la ou les périodes octroyées sur base de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article doivent être utilisées prioritairement dans l'une des années constitutives du premier degré ou de la troisième année de différenciation et d'orientation. ».

**Art. 11.** A l'article 19, § 2, 1<sup>er</sup> alinéa du même décret, modifié par les décrets du 5 août 1995, du 2 avril 1996, du 25 juillet 1996 et du 17 juillet 1998, les termes « Sur avis favorable » sont remplacés par les termes « Sur avis ».

**Art. 12.** A l'article 19, § 3, 1<sup>er</sup> alinéa du même décret, modifié par les décrets du 5 août 1995, du 2 avril 1996, du 25 juillet 1996 et du 17 juillet 1998, les termes « Sur avis favorable » sont remplacés par les termes « Sur avis ».

**Art. 13.** A l'article 20, § 1<sup>er</sup>, du même décret modifié par les décrets du 21 décembre 1992, du 22 décembre 1994, du 2 avril 1996, du 25 juillet 1996, complété par le décret du 24 juillet 1997 et du 14 juin 2001, modifié par le décret du 19 juillet 2001 et complété par le décret du 4 mai 2005, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par les termes suivants : « Les transferts de périodes-professeurs attribuées au premier degré vers les autres degrés sont interdits. Toutefois, le Gouvernement, sur base d'une demande motivée des chefs d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné incluant l'avis des organes de concertation tels que prévus au § 2, alinéa 3, du présent article, peut autoriser un transfert de périodes-professeurs de 5 % maximum :

- 1° Si le nombre d'élèves inscrits dans le premier degré au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire est inférieur de 10 % minimum au nombre d'élèves du premier degré pris en considération pour fixer le nombre de périodes-professeurs conformément à l'article 22, § 1<sup>er</sup>;
- 2° Si chacune des classes ne comporte pas plus de 24 élèves;
- 3° Si la remédiation notamment au travers de l'année complémentaire pour les écoles concernées est organisée au profit des élèves du 1<sup>er</sup> degré conformément aux dispositions du présent décret.

Le défaut de réponse du Gouvernement dans le délai fixé à 30 jours ouvrables prenant cours dès la date d'envoi de la demande est assimilé à une décision favorable du Gouvernement. Pour l'application de la présente disposition, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés.

En cas de fermeture définitive d'un premier degré commun ou d'un premier degré différencié alors qu'un établissement scolaire n'organise qu'un seul de ces degrés ou des deux degrés, les périodes-professeurs générées au 15 janvier de l'année scolaire précédant la fermeture définitive du degré ou des deux degrés peuvent être transférées aux autres degrés de l'établissement scolaire concerné. ».

**Art. 14.** L'article 20, § 4 du même décret, modifié par les décrets du 21 décembre 1992, du 22 décembre 1994, du 2 avril 1996, du 25 juillet 1996, complété par le décret du 24 juillet 1997 et du 14 juin 2001, modifié par le décret du 19 juillet 2001 et complété par le décret du 4 mai 2005, est remplacé par les termes suivants :

« § 4. Des périodes-professeurs peuvent être utilisées pour un maximum de 3 % du nombre total de périodes-professeurs à l'exclusion des périodes supplémentaires octroyées sur base de l'article 11 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, des articles 16 et 21, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'article 5 du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française :

- 1° Pour les activités des conseils et des directions de classe;
- 2° Pour la coordination pédagogique;
- 3° Pour l'organisation de la médiathèque;
- 4° Pour la coordination école-société;
- 5° Pour la coordination des cours relevant de l'enseignement clinique.

L'utilisation des périodes-professeurs visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, ainsi que celles prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, pour les activités des conseils et des directions de classe concernant les deuxième et troisième degrés n'est en aucun cas à charge des 3 % de périodes susvisés.

L'utilisation de périodes-professeurs en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

Toutefois, le Gouvernement, sur base d'une demande motivée des chefs d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné incluant l'avis des organes de concertation tels que prévus au § 4, alinéa 2, du présent article, peut autoriser un dépassement des 3 % visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sur base des normes régissant la taille des classes définies à l'article 23bis.

Le défaut de réponse du Gouvernement dans le délai fixé à 30 jours ouvrables prenant cours dès la date d'envoi de la demande est assimilé à une décision favorable du Gouvernement. Pour l'application de la présente disposition, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés. »

**Art. 15.** A l'article 22, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa, du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 1994, du 5 août 1995, du 2 avril 1996, du 30 juin 2006 et du 8 mars 2007, les termes « à l'exception des années constitutives du premier degré différencié en cas d'ouverture progressive de ce dernier pour lesquelles le nombre d'élèves réguliers est alors comptabilisé au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours. En outre, pour la première année différenciée, la deuxième année différenciée, lorsqu'il existe une différence positive ou négative, calculée séparément pour chaque année, de plus de 10 % entre le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1<sup>er</sup> octobre et le nombre total d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente, le nombre de périodes dévolu aux années concernées fait l'objet d'un recomptage sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours. » sont insérés à la suite des termes « le 15 janvier de l'année scolaire précédente ».

**Art. 16.** A l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 22 décembre 1994, les termes « A l'exception de la troisième année de différenciation et d'orientation, » sont ajoutés avant les termes « Lorsqu'il existe une différence positive ».

**Art. 17.** A l'article 23 du même décret, remplacé par le décret du 22 décembre 1994, les termes « En cas de comptage au 1<sup>er</sup> octobre à la fois du nombre total de périodes-professeurs et de la première année différenciée ou de la deuxième année différenciée y compris l'année différenciée supplémentaire ou des deux, les élèves réguliers inscrits en première année différenciée ou en deuxième année différenciée y compris l'année différenciée supplémentaire ou dans les deux ne sont pas comptabilisés dans le calcul prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article. » sont insérés entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4.

**Art. 18.** Dans le même décret, est inséré un article 23bis rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française et sans préjudice de l'article 13 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédits d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II pour le dédoublement des cours de religion et de morale non-confessionnelle, les normes régissant la taille des classes -ensemble d'élèves de l'enseignement secondaire d'un même groupe-classe ou du regroupement de deux ou plusieurs groupes classe placés sous la direction d'un enseignant en conformité avec les grilles-horaires -sont les suivantes :

- au premier degré commun, aucune classe ne peut compter plus de 24 élèves;
- en 1<sup>re</sup> année différenciée, aucune classe ne peut compter plus de 15 élèves;
- en 2<sup>e</sup> année différenciée, aucune classe ne peut compter plus de 18 élèves;
- au deuxième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 27 élèves; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves;
- au troisième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 30 élèves; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves;
- au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement technique, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 27 élèves y compris en cas de regroupement avec des élèves du troisième degré de l'enseignement général; la limite est réduite à 16 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé prévu par l'arrêté du 31 août 1992; le nombre de 10 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige;

- au deuxième degré de l'enseignement professionnel, les classes, et notamment, les classes de cours généraux ne pourront compter en moyenne plus de 20 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé; le nombre de 10 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige;
- au troisième degré de l'enseignement professionnel, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 24 élèves; la limite est réduite à 16 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé; le nombre de 10 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige.

Toutefois, le Gouvernement, sur base d'une demande motivée des chefs d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné, incluant notamment un relevé du nombre d'élèves par classe ainsi que l'avis, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord, peut déroger aux limites définies dans le présent article.

Le défaut de réponse du Gouvernement dans le délai fixé à 20 jours ouvrables prenant cours dès la date d'envoi de la demande est assimilé à une décision favorable du Gouvernement. Pour l'application de la présente disposition, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés. »

Pour l'année scolaire 2009-2010, la dérogation prévue ci-avant est accordée automatiquement aux établissements scolaires, sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande dans les deux cas suivants :

- lorsque les places disponibles en 1<sup>ère</sup> annoncées, conformément à l'article 88, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 1<sup>o</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, au plus tard le 20 octobre 2008, conduiront à un dépassement des normes en 1<sup>ère</sup> durant l'année scolaire concernée;
- lorsque le maintien, en septembre 2009, des activités complémentaires en 1<sup>ère</sup> année et des options choisies en 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années en septembre 2008, conduiront à un dépassement des normes en 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années durant l'année scolaire concernée.

**Art. 19.** Dans le même décret, est inséré un article 23<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Article 23<sup>ter</sup>. Les Services du Gouvernement sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 16, 20 et 23<sup>bis</sup>. »

**Art. 20.** Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, est inséré un paragraphe 2<sup>septies</sup> rédigé comme suit :

« § 2<sup>septies</sup>. Si le Pouvoir organisateur ne se conforme pas aux articles 16, 20, 23<sup>bis</sup> du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, la procédure prévue au § 2<sup>ter</sup> est entamée. »

CHAPITRE IV. — *Modification du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Art. 21.** A l'article 85, 1<sup>er</sup> alinéa du même décret, complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par le décret du 5 juillet 2000, les termes « plus de 30 demi-jours » sont remplacés par les termes suivants : « plus de 27 demi-jours pour l'année scolaire 2008-2009, plus de 24 demi-jours pour l'année scolaire 2009-2010 et plus de 20 demi-jours à partir de l'année scolaire 2010-2011 ».

**Art. 22.** A l'article 93, 1<sup>er</sup> alinéa, du même décret, complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par le décret du 5 juillet 2000, les termes « plus de 30 demi-jours » sont remplacés par les termes suivants : « plus de 27 demi-jours pour l'année scolaire 2008-2009, plus de 24 demi-jours pour l'année scolaire 2009-2010 et plus de 20 demi-jours à partir de l'année scolaire 2010-2011 ».

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives*

**Art. 23.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives tel que remplacé par les décrets du 27 mars 2002 et du 8 mars 2007, les termes suivants « qui exerce la présidence » sont insérés entre les termes « un inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection » et les termes « désigné par l'Inspecteur général ».

**Art. 24.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du même décret remplacé par le décret du 27 mars 2003 et modifié par le décret du 16 décembre 2005, est ajouté un cinquième alinéa libellé comme suit :

« Si des périodes-professeur supplémentaires sont affectées à l'engagement d'un proviseur ou d'un sous-directeur, cet engagement, nécessairement à temps plein ou à mi-temps, doit comporter respectivement 28 ou 14 périodes. L'engagement peut être imputé pour partie à charge de l'encadrement supplémentaire accordé aux établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives et pour partie à charge du nombre total de périodes-professeur accordé en application du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. ».

**Art. 25.** A l'article 32, 1<sup>er</sup> alinéa du même décret, modifié par les décrets du 27 mars 2002 et du 15 décembre 2007, les termes « Au plus tard à partir du dixième jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement convoque » sont remplacés par les termes « Au plus tard à partir du dixième demi-jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement ou son délégué convoque ».

**Art. 26.** A l'article 32, 2<sup>e</sup> alinéa du même décret, modifié par les décrets du 27 mars 2002 et du 15 décembre 2007, les termes « Le chef d'établissement ou son délégué » remplacent les termes « Le chef d'établissement ».

**Art. 27.** A l'article 41, du même décret, modifié par le décret du 27 mars 2002 et remplacé par le décret du 20 juillet 2006, les termes « , sous réserve qu'il compte au moins trois mois de fréquentation régulière dans un établissement scolaire au moment du comptage » sont abrogés.



CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 28.** A l'article 16 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement sont insérés les deux alinéas suivants :

« Dans le cadre de la disposition visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 8°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, les inspecteurs de l'enseignement fondamental assurent les formations prévues dans le présent article pour l'année scolaire 2008-2009.

Les formations visées à l'alinéa précédent seront en lien avec les évaluations externes non certificatives définies par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. »

CHAPITRE VII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire*

**Art. 29.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire, sont insérés les termes « 7° dans l'enseignement secondaire, la participation des élèves, non visés au point 6°, à des stages ou compétitions organisées ou reconnues par la Fédération sportive à laquelle ils appartiennent. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 20 demi-jours par année scolaire. Dans ce cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage ou la compétition à l'aide de l'attestation de la fédération sportive compétente à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation des parents. ».

CHAPITRE VIII. — *Modification du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 30.** A l'article 2, 1°, b), alinéa 5, du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, complété par le décret du 20 juillet 2006, les termes « 30 juin 2008 » sont remplacés par les termes « 30 juin 2010 ».

CHAPITRE IX. — *Modification du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

**Art. 31.** A l'article 63 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit : « L'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 est autorisé à regrouper au sein d'une même classe des élèves fréquentant le premier degré commun et le premier degré différencié. ».

CHAPITRE X. — *Modification du décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement*

**Art. 32.** Entre l'article 1<sup>er</sup> et l'article 2 du décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement est inséré le titre suivant :

« Section I<sup>re</sup>. — Du non remboursement de délégués permanents ».

**Art. 33.** Dans le même décret, sont insérées les dispositions suivantes :

« Section II. — Des moyens pour participer notamment aux diverses commissions d'affectation ou de gestion des emplois

Article 7bis. Outre les moyens visés à la Section I<sup>re</sup>, les organisations syndicales représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail peuvent disposer de membres du personnel de l'enseignement en congé occasionnel pour activité syndicale conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans le cadre de l'usage de ce congé pour permettre notamment aux représentants des organisations syndicales de siéger au sein des Commissions zonales d'affectation prévues aux articles 14<sup>quater</sup> et 14<sup>septies</sup> et les commissions interzonales d'affectation visées aux articles 14<sup>ter</sup> et 14<sup>sexties</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les commissions visées aux articles 7, 8, 11 et 12 du décret 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'Enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le Gouvernement met, par année scolaire, à disposition des établissements d'où sont issus les membres du personnel, un maximum de 400 périodes de NTPP ou équivalent en ce qui concerne les CPMS et l'enseignement spécialisé pour l'ensemble des organisations syndicales précitées.

Article 7ter. Le Gouvernement de la Communauté française fixe le mode de répartition du nombre de périodes visées à l'article 7bis du présent décret entre les organisations syndicales.

Article 7quater. § 1<sup>er</sup>. Afin de bénéficier au 1<sup>er</sup> septembre des dispositions de l'article 7bis du présent décret l'organisation syndicale concernée introduit au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juin de l'année scolaire qui précède, une demande, par lettre recommandée à la poste avec un accusé de réception, auprès de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française, contenant les mentions suivantes :

- a) Le nom, le prénom, l'adresse et le numéro matricule du membre du personnel concerné;
- b) La ou les fonctions exercées par le membre du personnel avec l'indication de l'établissement d'enseignement, du centre psycho-médico-social où les fonctions sont exercées; cette indication comprend le nom et l'adresse de cet établissement d'enseignement, de ce centre psycho-médico-social ainsi que le nom et l'adresse du pouvoir organisateur;
- c) La charge horaire par semaine pour laquelle le membre du personnel devra être libéré dans le cadre de la présente section;

§ 2. Si en cours d'année scolaire un remplacement doit être opéré dans le cadre de la présente Section, l'organisation syndicale concernée introduit, en principe un mois avant la date de prise d'effet, une demande, par lettre recommandée à la poste avec un accusé de réception, auprès de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française, contenant les mentions suivantes :

- a) Le nom, le prénom, l'adresse et le numéro matricule du membre du personnel concerné;
- b) La ou les fonctions exercées par le membre du personnel avec l'indication de l'établissement d'enseignement, du centre psycho-médico-social où les fonctions sont exercées; cette indication comprend le nom et l'adresse de cet établissement d'enseignement, de ce centre psycho-médico-social ainsi que le nom et l'adresse du pouvoir organisateur;
- c) La charge horaire par semaine pour laquelle le membre du personnel devra être libéré dans le cadre de la présente section;
- d) La date de prise d'effet sollicitée.

En cas de force majeure, la demande est introduite par l'organisation syndicale concernée et la date de prise d'effet est, au plus tôt, le premier du mois qui suit la demande.

§ 3. L'administrateur général des personnels de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française vérifie les conditions d'application du présent décret et notifie sa décision à l'organisation syndicale dans le mois qui suit la réception de la demande. »

*CHAPITRE XI. — Modification du décret du 30 juin 2006  
relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire*

**Art. 34.** A l'article 6ter du décret du 30 juin 2006, inséré par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences, les termes « sans préjudice de l'article 63 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. » sont insérés à la suite des termes « pendant plus de trois années scolaires ».

*CHAPITRE XII. — Modification au décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences*

**Art. 35.** A l'article 6bis du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire inséré par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences, sont ajoutés les termes suivants :

« 5° A titre transitoire, pour l'année scolaire 2008-2009, soit qui a suivi la première année C et qui a obtenu un rapport de compétences motivant le passage en 2C, soit qui a suivi l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année C et qui a obtenu un rapport de compétences accompagné d'une attestation de fréquentation permettant le passage en deuxième année commune, soit qui a suivi une deuxième année professionnelle. ».

**Art. 36.** A l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire inséré par l'article 6 du décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences sont ajoutés les termes suivants :

« 4° Soit, qui a suivi, la première année commune dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone.

5° A titre transitoire, pour l'année scolaire 2008-2009, qui a suivi la première année C et a obtenu un rapport de compétence motivant la décision d'orientation vers l'année complémentaire. ».

**Art. 37.** L'article 54 du décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences est remplacé par l'article suivant :

« Le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'organisation du premier degré de l'enseignement secondaire est abrogé au 1<sup>er</sup> septembre 2008 à l'exception des articles 4, 5 et 8, alinéas 1<sup>er</sup> et 2°, qui sont abrogés au 1<sup>er</sup> octobre 2008 et l'article 8, alinéa 3, abrogé au 1<sup>er</sup> octobre 2009. ».

**Art. 38.** A l'article 63 du même décret, les termes « à l'exception de l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2008 et de l'article 23 qui entre en application au 1<sup>er</sup> octobre 2009 » sont remplacés par les termes « à l'exception de :

- A l'article 6 introduisant les titres III, IV, V et VI dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire, des articles 22, 23, 25 et 26 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2008, et des articles 27 et 28 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2009.
- L'article 23 qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2008.
- L'article 26 qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2008 en ce qui concerne la sanction des études au terme des première et deuxième années communes et de l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune, et au 1<sup>er</sup> octobre 2009 en ce qui concerne la sanction des études au terme de la deuxième année professionnelle et de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune et de la deuxième année professionnelle.
- L'article 27 qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2008 en ce qui concerne l'octroi du Certificat d'étude de base au terme de la première année d'études et au 1<sup>er</sup> octobre 2009 en ce qui concerne l'octroi du certificat équivalent au Certificat d'études de base pour ce qui concerne les élèves inscrits en deuxième année de l'enseignement professionnel. ».

CHAPITRE XIII. — *Modifications au décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion*

**Art. 39.** A l'article 8 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion, l'alinéa suivant est ajouté au paragraphe 1<sup>er</sup> :

« Par dérogation à ce qui précède, pendant l'année scolaire 2008-2009, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut accepter d'inscrire un élève qui s'engage dans l'enseignement en immersion à un autre moment que ceux définis à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 40.** A l'article 11 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion, l'alinéa suivant est ajouté au paragraphe 2 :

« Par dérogation à ce qui précède, pendant l'année scolaire 2008-2009, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut accepter d'inscrire un élève qui s'engage dans l'enseignement en immersion à un autre moment que ceux définis à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

CHAPITRE XIV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 41.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2008 à l'exception :

De l'article 1<sup>er</sup> qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Des articles 13, 14, 18, 39 et 40 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

---

 Note

(1) *Session 2008-2009* :

*Documents du Parlement*. Projet de décret, n° 605-1. — Amendements. de commission, n° 605-2.

Rapport, n° 605-3.

*Compte rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du 9 décembre 2008.

---

 VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 935

[C — 2009/29108]

**12 DECEMBER 2008. — Decreet tot bevordering van de organisatie van de eerste graad en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.*

**Artikel 1.** In artikel 11 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 19 juli 1993 en 20 juni 1994, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 13 juni 1997 en 2 april 1998 en bij de decreten van 30 juni 2006 en 7 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In § 2, 1<sup>o</sup>, worden de woorden « die met vrucht het tweede leerjaar van het beroepssecundair onderwijs of de eerste graad van het secundair onderwijs met het tweede gemeenschappelijke jaar of de eerste twee jaren van het algemeen of technisch onderwijs van het type II hebben beëindigd » vervangen door de woorden « die ofwel geslaagd zijn voor de eerste graad of die gericht worden door de klassenraad naar een derde leerjaar van het secundair onderwijs in de vormen en afdelingen bepaald door deze, waaronder de beroepsvorm; ».

**Art. 2.** In artikel 11 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 van hetzelfde besluit wordt de volgende wijziging aangebracht :

In § 1, eerste lid, wordt het woord « algemeen » ingevoegd tussen de woorden « in het derde leerjaar van het secundair onderwijs » en de woorden « , technisch of het kunstsecundair onderwijs van het type I ».

*HOOFDSTUK II. — Wijziging van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

**Art. 3.** Artikel 21bis van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, ingevoegd bij het decreet van 15 oktober 1991, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Artikel 21ter van het decreet van 2 juli 1990, ingevoegd bij het decreet van 15 oktober 1991 en gewijzigd bij de decreten van 17 december 2003 en 4 mei 2005, wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 21quater van het decreet van 2 juli 1990, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007, worden de woorden « en de toepassing van de artikelen 21bis en 21ter » geschrapt.

*HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 6.** In artikel 5quater, § 1, eerste lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996 en aangevuld met de decreten van 25 juli 1996 en 8 februari 1999, worden de woorden « Op gunstig advies » vervangen door de woorden « Op advies ».

**Art. 7.** In artikel 5quater, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996 en aangevuld met de decreten van 25 juli 1996 en 8 februari 1999, worden de woorden « Op gunstig advies » vervangen door de woorden « Op advies ».

**Art. 8.** In artikel 5quinquies, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995, worden de woorden « Op gunstig advies » vervangen door de woorden « Op advies ».

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 5sexties ingevoegd, luidend als volgt : « Voor de gevallen bedoeld in de artikelen 5quater, §§ 1 en 2, 5quinquies, 19, §§ 2 en 3, baseert de Regering haar beslissing inzonderheid op de evolutie van de totale schoolbevolking, per graad of per optie en op de eigenschappen van de pedagogische en opvoedingsprojecten van de betrokken inrichting of nog op het onderwijsaanbod binnen de zone waarin deze bevestigd is. ».

**Art. 10.** Artikel 16 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 30 juni 1998, wordt in de volgende lezing hersteld :

« Art. 16. Onafhankelijk van het totaal aantal lestijden-leerkracht, worden, per schooljaar, voor alle inrichtingen voor secundair onderwijs die ofwel een gemeenschappelijke eerste graad en een gedifferentieerde eerste graad organiseren of die een jaar dat deze laatste graad uitmaakt ofwel één van de twee bovenvermelde graden organiseren, aanvullende lestijden toegekend voor de klassenraden, de begeleidingsraden, remediëringen of projecten ter bevordering van de band tussen het lager en het secundair onderwijs.

In functie van het aantal regelmatige leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar, worden de lestijden berekend als volgt :

- 1° In de gemeenschappelijke eerste en tweede jaren : 0,5 lestijd-leerkracht per schijf van 12 leerlingen;
- 2° In het gedifferentieerde eerste jaar : 0,5 lestijd-leerkracht per schijf van 6 leerlingen;
- 3° In het gedifferentieerde tweede jaar en in het gedifferentieerde aanvullend jaar : 0,5 lestijd-leerkracht per schijf van 7 leerlingen;
- 4° In het aanvullend jaar georganiseerd na het gemeenschappelijke eerste jaar : 0,5 lestijd-leerkracht per schijf van 6 leerlingen;
- 5° In het aanvullend jaar georganiseerd na het gemeenschappelijke tweede jaar : 0,5 lestijd-leerkracht per schijf van 7 leerlingen;
- 6° In het derde differentiatie- en oriënteringsjaar : 0,5 lestijd-leerkracht per schijf van 7 leerlingen.

Nochtans voor het gedifferentieerde eerste jaar, het gedifferentieerde tweede jaar, wanneer er een verschil bestaat van meer dan 10% dat afzonderlijk berekend wordt voor elk jaar, tussen het totaal aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 oktober en het totaal aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar, wordt het aantal lestijden voorbehouden aan het betrokken jaar opnieuw geteld op basis van het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van het schooljaar.

In afwijking van het eerste lid van dit artikel wordt een minimum van zes lestijden-leerkracht toegekend aan elke secundaire inrichting. Wanneer het globale bedrag dat verkregen wordt door elke inrichting naar aanleiding van de verdeling bedoeld in het eerste lid geen geheel getal is, wordt dit laatste naar de hogere eenheid afgerond.

Het gebruik van het aantal aanvullende lestijden-leerkracht wordt onderworpen aan het voorafgaandelijke advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, van de vakbondsdelegatie, met het recht om de zaak om advies aanhangig te maken bij het overlegbureau in geval van onenigheid.

Bij overgangsmaatregel voor het schooljaar 2008-2009 is de bepaling bedoeld in het eerste lid, 3° van toepassing op het tweede beroepsjaar.

Ingeval een inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of een inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs de gemeenschappelijke eerste graad of de gedifferentieerde eerste graad of een jaar dat één of de twee voornoemde graden uitmaakt niet meer organiseert, moeten de lestijd(en) toegekend op basis van het eerste lid van dit artikel bij voorkeur gebruikt worden in één van de jaren die de eerste graad of het derde differentiatie- en oriëntatiejaar uitmaken. ».

**Art. 11.** In artikel 19, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 5 augustus 1995, 2 april 1996, 25 juli 1996 en 17 juli 1998, worden de woorden « Op gunstig advies » vervangen door de woorden « Op advies ».



**Art. 12.** In artikel 19, § 3, eerste lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 5 augustus 1995, 2 april 1996, 25 juli 1996 en 17 juli 1998, worden de woorden « Op gunstig advies » vervangen door de woorden « Op advies ».

**Art. 13.** In artikel 20, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992, 22 december 1994, 2 april 1996, 25 juli 1996, aangevuld met het decreet van 24 juli 1997 en 14 juni 2001, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001 en aangevuld met het decreet van 4 mei 2005, wordt het eerste lid vervangen door de volgende woorden : « De overdracht van lestijden-leerkracht toegekend aan de eerste graad naar de andere graden zijn verboden. Nochtans kan de Regering, op basis van een met redenen omklede aanvraag van de inrichtingshoofden in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de Inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs met het advies van de overlegorganen, zoals bedoeld in § 2, derde lid van dit artikel, een overdracht van de lestijden-leerkracht van hoogstens 5 % toelaten :

- 1° Indien het aantal leerlingen ingeschreven in de eerste graad op 1 oktober van het schooljaar minstens 10 % lager is dan het aantal leerlingen van de eerste graad die in aanmerking worden genomen om het aantal lestijden-leerkracht te bepalen overeenkomstig artikel 22, § 1;
- 2° Indien elke klasse niet meer dan 24 leerlingen telt;
- 3° Indien de remediëring inzonderheid door het aanvullend jaar voor de betrokken scholen georganiseerd wordt voor de leerlingen van de eerste graad overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Als de Regering binnen de termijn vastgesteld op 30 werkdagen met ingang van de verzendingsdatum van de aanvraag geen antwoord geeft, wordt de beslissing van de Regering als gunstig geacht. Voor de toepassing van deze bepaling wordt verstaan onder werkdag, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen.

Bij een definitieve sluiting van een gemeenschappelijke eerste graad of van een gedifferentieerde eerste graad terwijl de schoolinrichting slechts één van deze graden of van beide graden organiseert, kunnen de lestijden-leerkracht ontstaan op 15 januari van het schooljaar voorafgaand aan de definitieve sluiting van de graad of van beide graden overgebracht worden naar de andere graden van de betrokken schoolinrichting. »

**Art. 14.** Artikel 20, § 4, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992, 22 december 1994, 2 april 1996, 25 juli 1996, aangevuld met het decreet van 24 juli 1997 en 14 juni 2001, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001 en aangevuld met het decreet van 4 mei 2005, wordt vervangen als volgt :

« § 4. De lestijden-leerkracht kunnen gebruikt worden voor hoogstens 3 % van het totaal aantal lestijden-leerkracht met uitsluiting van de aanvullende lestijden toegekend op basis van artikel 11 van het decreet 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, van de artikelen 16 en 21, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en van artikel 5 van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd :

- 1° Voor de activiteiten van de klassenraden en -directies;
- 2° Voor de pedagogische coördinatie;
- 3° Voor de organisatie van de mediatheek;
- 4° Voor de coördinatie school-samenleving;
- 5° Voor de coördinatie van de cursussen behorend tot het klinisch onderwijs.

Het gebruik van lestijden-leerkracht bedoeld in artikel 21, § 1, alsook van deze bedoeld in het eerste lid, 1°, voor de activiteiten van de klassenraden en -directies betreffende de tweede en de derde graden, valt in geen enkel geval ten laste van de 3 % van de bovenvermelde lestijden.

Het gebruik van lestijden-leerkracht met toepassing van deze bepaling wordt onderworpen aan het voorafgaandelijke advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, van de vakbondsdelegatie, met het recht om de zaak om advies aanhangig te maken bij het overlegbureau in geval van onenigheid.

Nochtans kan de Regering, op basis van een met redenen omklede aanvraag van de inrichtingshoofden in het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de Inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs met het advies van de overlegorganen, zoals bedoeld in § 4, tweede lid, van dit artikel, een overschrijding van 3 % bedoeld in het eerste lid toelaten op basis van de normen die de grootte van de klassen bedoeld in artikel 23bis regelen.

Als de Regering binnen de termijn vastgesteld op 30 werkdagen met ingang van de verzendingsdatum van de aanvraag geen antwoord geeft, wordt de beslissing van de Regering als gunstig geacht. Voor de toepassing van deze bepaling wordt verstaan onder werkdag, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen. »

**Art. 15.** In artikel 22, § 1, eerste lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 5 augustus 1995, 2 april 1996, 30 juni 2006 en 8 maart 2007, worden de woorden « met uitzondering van de jaren die de gedifferentieerde eerste graad uitmaken bij de progressieve opening van deze laatste waarvoor het aantal regelmatige leerlingen dan meegeteld wordt op 1 oktober van het lopende schooljaar. Bovendien, voor het gedifferentieerde eerste jaar, het gedifferentieerde tweede jaar, wanneer er een positief of negatief verschil bestaat dat afzonderlijk berekend wordt voor elk jaar, van meer dan 10 % tussen het totaal aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 oktober en het totaal aantal regelmatige leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar, wordt het aantal lestijden voorbehouden aan de betrokken jaren opnieuw geteld op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 oktober van het lopende schooljaar. » ingevoegd na de woorden « 15 januari van het vorige schooljaar ».

**Art. 16.** In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 22 december 1994, worden de woorden « Met uitzondering van het derde differentiatie- en oriëntatiejaar, » toegevoegd vóór de woorden « Wanneer er een positief verschil ».

**Art. 17.** In artikel 23 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 22 december 1994, worden de woorden « Ingeval van telling op 1 oktober van zowel het totaal aantal lestijden-leerkracht en van het gedifferentieerde eerste jaar of het gedifferentieerde tweede jaar met inbegrip van het aanvullende gedifferentieerde jaar of beide, worden de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het gedifferentieerde eerste jaar of in het gedifferentieerde tweede jaar met inbegrip van het aanvullende gedifferentieerde jaar of in beide jaren, niet meegeteld in de berekening bedoeld in het eerste lid van dit artikel. » ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid.

**Art. 18.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *23bis* ingevoegd, luidend als volgt : « In het secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en onverminderd artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II voor de splitsing in tweeën van de cursussen godsdienst en de niet-confessionele zedenleer, zijn de normen die de grootte van de klassen regelen – het geheel van de leerlingen van het secundair onderwijs van eenzelfde klassengroep of van de hergroepering van twee of meer klassengroepen onder de leiding van een leerkracht in overeenstemming met de wettelijke uurregelingen – de volgende :

- in de gemeenschappelijke eerste graad mag geen enkele klasse meer dan 24 leerlingen tellen;
- in het gedifferentieerde eerste jaar mag geen enkele klasse meer dan 15 leerlingen tellen;
- in het gedifferentieerde tweede jaar mag geen enkele klasse meer dan 18 leerlingen tellen;
- in de tweede graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 27 leerlingen tellen; de cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen;
- in de derde graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 30 leerlingen tellen; de cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen;
- in de tweede en derde graden van het technisch onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 27 leerlingen tellen alsook in het geval van de hergroepering met de leerlingen van de derde graad van het algemeen onderwijs; de beperking wordt gemiddeld tot 16 verminderd voor de cursussen beroepspraktijk, tot 12 voor de cursussen beroepspraktijk behorend tot de afzonderlijke telling bedoeld in het besluit van 31 augustus 1992; het aantal van 10 zal niet overschreden worden wanneer de veiligheid het vereist;
- in de tweede graad van het beroepsonderwijs zullen de klassen en, inzonderheid de klassen van algemene cursussen, gemiddeld niet meer dan 20 leerlingen mogen tellen; de beperking wordt gemiddeld tot 16 verminderd voor de cursussen beroepspraktijk, tot gemiddeld 12 voor de cursussen beroepspraktijk behorend tot de afzonderlijke telling; het aantal van 10 zal niet overschreden worden wanneer de veiligheid het vereist;
- in de derde graad van het beroepsonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 24 leerlingen tellen; de beperking wordt gemiddeld tot 16 verminderd voor de cursussen beroepspraktijk, tot gemiddeld 12 voor de cursussen beroepspraktijk behorend tot de afzonderlijke telling; het aantal van 10 zal niet overschreden worden wanneer de veiligheid het vereist.

Nochtans kan de Regering, op basis van een met redenen omklede aanvraag van de inrichtingshoofden in het net georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de Inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs, met inbegrip inzonderheid van een overzicht van het aantal leerlingen per klasse alsook het advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, van de vakbondsdelegatie, met het recht om de zaak om advies aanhangig te maken bij het overlegbureau in geval van onenigheid, afwijken van de beperkingen bepaald in dit artikel.

Als de Regering binnen de termijn vastgesteld op 20 werkdagen met ingang van de verzendingsdatum van de aanvraag geen antwoord geeft, wordt de beslissing van de Regering als gunstig geacht. Voor de toepassing van deze bepaling wordt verstaan onder werkdag, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen. »

Voor het schooljaar 2009-2010 wordt de bovenvermelde afwijking automatisch toegekend aan de schoolinrichtingen zonder dat het nodig is om een aanvraag in te dienen in beide volgende gevallen :

- wanneer de beschikbare plaatsen in het eerste jaar, aangemeld overeenkomstig artikel 88, § 1, vierde lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ten laatste op 20 oktober 2008, tot een overschrijding zullen leiden van de normen in het eerste jaar gedurende het betrokken schooljaar;
- wanneer het behouden in september 2009 van de aanvullende activiteiten in het eerste jaar en van de gekozen opties in het derde en het vijfde jaar in september 2008, tot een overschrijding zal leiden van de normen in het tweede, vierde en zesde jaar gedurende het betrokken schooljaar.

**Art. 19.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *23ter* ingevoegd, luidend als volgt : « Art. *23ter*. De Diensten van de Regering worden belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in de artikelen 16, 20 en *23bis*. ».

**Art. 20.** In artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, wordt een § *2septies* ingevoegd, luidend als volgt : « § *2septies*. Indien de Inrichtende macht de artikelen 16, 20, *23bis* van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan niet naleeft, wordt met de procedure bedoeld in § *2ter* begonnen. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

**Art. 21.** In artikel 85, eerste lid, van hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 8 februari 1999 en gewijzigd bij het decreet van 5 juli 2000, worden de woorden « meer dan 30 halve dagen » vervangen door de woorden « meer dan 27 halve dagen voor het schooljaar 2008-2009, meer dan 24 halve dagen voor het schooljaar 2009-2010 en meer dan 20 halve dagen vanaf het schooljaar 2010-2011 ».

**Art. 22.** In artikel 93, eerste lid, van hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 8 februari 1999 en gewijzigd bij het decreet van 5 juli 2000, worden de woorden « meer dan 30 halve dagen » vervangen door de woorden « meer dan 27 halve dagen voor het schooljaar 2008-2009, meer dan 24 halve dagen voor het schooljaar 2009-2010 en meer dan 20 halve dagen vanaf het schooljaar 2010-2011 ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

**Art. 23.** In artikel 6, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, zoals vervangen bij de decreten van 27 maart 2002 en 8 maart 2007, worden de volgende woorden « die het voorzitterschap waarneemt » ingevoegd tussen de woorden « een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie » en de woorden « aangesteld door de inspecteur-generaal ».

**Art. 24.** In artikel 11, § 1, van hetzelfde decreet vervangen bij het decreet van 27 maart 2003 en gewijzigd bij het decreet van 16 december 2005, wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Indien de aanvullende lestijden-leerkracht bestemd worden voor de aanwerving van een provisor of een onderdirecteur, moet deze aanwerving die noodzakelijkerwijs voltijds of halftijds moet zijn, respectievelijk 28 of 14 lestijden tellen. De aanwerving kan voor een gedeelte ten laste vallen van de aanvullende omkadering toegekend aan de inrichtingen of vestigingsplaatsen die in aanmerking komen voor positieve discriminatie en voor een gedeelte ten laste van het totaal aantal lestijden-leerkracht toegekend met toepassing van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 25.** In artikel 32, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2002 en 15 december 2007, worden de woorden « Ten laatste vanaf de tiende dag ongerechtvaardigde afwezigheid van een leerling roept het instellingshoofd » vervangen door de woorden « Ten laatste vanaf de tiende halve dag ongerechtvaardigde afwezigheid van een leerling, roepen het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde ».

**Art. 26.** In artikel 32, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2002 en 15 december 2007, vervangen de woorden « Het instellingshoofd of zijn afgevaardigde » de woorden « Het inrichtingshoofd ».

**Art. 27.** In artikel 41 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002 en vervangen bij het decreet van 20 juli 2006, worden de woorden « onder voorbehoud dat hij ten minste drie maanden regelmatig schoolbezoek telt in een schoolinrichting op het ogenblik van de telling » opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

**Art. 28.** In artikel 16 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de twee volgende leden ingevoegd :

« In het kader van de bepaling bedoeld in artikel 6, § 1, 8°, van het decreet van 8 maart betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, zorgen de inspecteurs van het basisonderwijs voor de opleidingen bedoeld in dit artikel voor het schooljaar 2008-2009.

De opleidingen bedoeld in het vorige lid zullen in verband staan met de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden door een getuigschrift, zoals bedoeld in het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek*

**Art. 29.** In artikel 4, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek, worden de woorden « 7° in het secundair onderwijs, de deelneming van leerlingen niet bedoeld in punt 6° aan stages of wedstrijden georganiseerd of erkend door de Sportfederatie waartoe ze behoren. Het totaal aantal ongerechtvaardigde afwezigheden mag geen 20 halve dagen per schooljaar overschrijden. In dit geval moet de duur van de afwezigheid meegedeeld worden aan het inrichtingshoofd ten laatste een week vóór de stage of de wedstrijd en dit, met een attest van de bevoegde sportfederatie waaraan, indien de leerling minderjarig is, de toelating van de ouders gevoegd wordt.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd*

**Art. 30.** In artikel 2, 1°, b), vijfde lid, van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, aangevuld met het decreet van 20 juli 2006, worden de woorden « 30 juni 2008 » vervangen door de woorden « 30 juni 2010 ».

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

**Art. 31.** In artikel 63 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt : « Het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 wordt toegelaten om binnen eenzelfde klasse leerlingen samen te brengen die de gemeenschappelijke eerste graad en de gedifferentieerde eerste graad volgen. ».

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs.*

**Art. 32.** Tussen artikel 1 en artikel 2 van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs, wordt de volgende titel toegevoegd :

« *Afdeling I. – De niet-terugbetaling van de permanente afgevaardigden* »

**Art. 33.** In hetzelfde decreet worden de volgende bepalingen ingevoegd :

« *Afdeling II. — De middelen om inzonderheid deel te nemen aan de diverse affectatiecommissies of commissies voor personeelsbeheer*

**Art. 7bis.** Naast de middelen bedoeld in Afdeling I kunnen de vakverenigingen die de leden van het onderwijzend personeel vertegenwoordigen van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en aangesloten bij de vakverenigingen die in de Nationale Arbeidsraad zetelen, over personeelsleden van het onderwijs beschikken die een uitzonderlijk verlof hebben genomen voor vakbondsactiviteit overeenkomstig de geldende wets- en verordeningbepalingen.

In het kader van het gebruik van dit verlof om inzonderheid het mogelijk te maken voor de vertegenwoordigers van vakverenigingen om zitting te hebben in de Zonale affectatiecommissies bedoeld in de artikelen 14<sup>quater</sup> en 14<sup>septies</sup> en de interzonale affectatiecommissies bedoeld in de artikelen 14<sup>ter</sup> en 14<sup>sexties</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en in de commissies bedoeld in de artikelen 7, 8, 11 en 12 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, stelt de Regering, per schooljaar, ter beschikking van de inrichtingen waaruit de personeelsleden afkomstig zijn, ten hoogste 400 lestijden van het totaal aantal lestijden-leerkracht of equivalent wat betreft de psycho-medisch-sociale centra en het gespecialiseerd onderwijs voor het geheel van de bovenvermelde vakverenigingen.

**Art. 7ter.** De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de wijze van verdeling van het aantal lestijden bedoeld in artikel 7bis van dit decreet over de vakverenigingen.

**Art. 7quater.** § 1. Om op 1 september de bepalingen van artikel 7bis van dit decreet te kunnen genieten, dient de betrokken vakvereniging ten laatste op 1 juni van het schooljaar dat voorafgaat, een aanvraag in per ter post aangetekende brief met ontvangstbericht, bij het Algemeen bestuur onderwijspersoneel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, met vermelding erin van :

- a) de naam, de voornaam, het adres en het stamnummer van het betrokken personeelslid;
- b) het of de door het personeelslid uitgeoefend(e) ambt(en) met vermelding van de onderwijsinrichting, van het psycho-medisch-sociale centrum waarbij het of de ambt(en) uitgeoefend wordt (worden); deze vermelding bevat de naam en het adres van deze onderwijsinrichting, van dit psycho-medisch-sociale centrum, alsook de naam en het adres van de inrichtende macht;
- c) de uurlast per week waarvoor het personeelslid vrij zal moeten zijn in het kader van deze afdeling;

§ 2. Indien een vervanging tijdens het schooljaar in het kader van deze Afdeling moet plaatsvinden, dient de betrokken vakvereniging in principe één maand vóór de datum van uitwerking een aanvraag in per ter post aangetekende brief met ontvangstbericht, bij het Algemeen bestuur onderwijspersoneel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, met vermelding erin van :

- a) de naam, de voornaam, het adres en het stamnummer van het betrokken personeelslid;
- b) het of de door het personeelslid uitgeoefend(e) ambt(en) met vermelding van de onderwijsinrichting, van het psycho-medisch-sociale centrum waarbij het of de ambt(en) uitgeoefend wordt (worden); deze vermelding bevat de naam en het adres van deze onderwijsinrichting, van dit psycho-medisch-sociale centrum, alsook de naam en het adres van de inrichtende macht;
- c) de uurlast per week waarvoor het personeelslid vrij zal moeten zijn in het kader van deze afdeling;
- d) de gewenste datum van uitwerking.

Bij overmacht wordt de aanvraag ingediend door de betrokken vakvereniging en de datum van uitwerking wordt ten vroegste de eerste van de maand volgend op de aanvraag.

§ 3. De administrateur-generaal van het personeel van het Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap controleert de voorwaarden voor de toepassing van dit decreet en geeft kennis van zijn beslissing aan de vakvereniging gedurende de maand die volgt op de ontvangst van de aanvraag. » .

HOOFDSTUK XI. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 34.** In artikel 6<sup>ter</sup> van het decreet van 30 juni 2006, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, worden de woorden « onverminderd artikel 63 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. » ingevoegd na de woorden “gedurende meer dan drie schooljaren”.

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven*

**Art. 35.** In artikel 6bis van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, worden de volgende woorden toegevoegd :

« 5° Bij overgangsmaatregel, voor het schooljaar 2008-2009, ofwel die het eerste leerjaar C gevolgd heeft en die een bekwaamheidsverslag verkregen heeft met het oog op de verantwoording van de overdracht naar het leerjaar 2C, ofwel die het aanvullend jaar gevolgd heeft dat georganiseerd wordt na het eerste leerjaar C en die een bekwaamheidsverslag verkregen heeft met een getuigschrift van inschrijving op een school waarbij de overdracht naar het gemeenschappelijke tweede jaar mogelijk wordt, ofwel die een tweede beroepsjaar gevolgd heeft. »



**Art. 36.** In artikel 14, § 1, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, ingevoegd bij artikel 6 van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, worden de volgende woorden toegevoegd :

« 4° ofwel die het gemeenschappelijke eerste jaar gevolgd heeft in een inrichting georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Vlaamse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap.

« 5° Bij overgangsmaatregel, voor het schooljaar 2008-2009 », die het eerste leerjaar C gevolgd heeft en die een bekwaamheidsverslag verkregen heeft ter verantwoording van de beslissing van studierichting naar het aanvullend jaar. ».

**Art. 37.** Artikel 54 van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, wordt vervangen als volgt :

« Het decreet van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs wordt opgeheven op 1 september 2008 met uitzondering van de artikelen 4, 5 en 8, eerste lid en 2° die opgeheven worden op 1 oktober 2008 en artikel 8, derde lid dat opgeheven zal worden op 1 oktober 2009. » .

**Art. 38.** In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de woorden "met uitzondering van artikel 26, eerste lid, 3°, dat op 1 oktober 2008 in werking treedt, en van artikel 23, dat op 1 oktober 2009 van toepassing wordt" vervangen door de woorden "met uitzondering van :

- In artikel 6, dat de titels III, IV, V en VI invoegt in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, de artikelen 22, 23, 25 en 26, die op 1 oktober 2008 in werking treden, en de artikelen 27 en 28, die op 1 oktober 2009 in werking treden.
- Artikel 23, dat op 1 oktober 2008 in werking treedt.
- Artikel 26, dat op 1 oktober 2008 in werking treedt wat betreft de bekrachtiging van de studies na de gemeenschappelijke eerste en tweede leerjaren en het aanvullend leerjaar georganiseerd na het gemeenschappelijke eerste leerjaar, en op 1 oktober 2009 wat betreft de bekrachtiging van de studies na het tweede beroepsjaar en het aanvullend leerjaar georganiseerd na het gemeenschappelijke tweede leerjaar en het tweede beroepsjaar.
- Artikel 27, dat op 1 oktober 2008 in werking treedt wat betreft de uitreiking van het getuigschrift voor basisonderwijs na het eerste studiejaar en op 1 oktober 2009 wat betreft de uitreiking van het getuigschrift dat gelijkwaardig is met het getuigschrift voor basisonderwijs voor wat betreft de leerlingen ingeschreven in het tweede leerjaar van het beroepsonderwijs. » .

#### HOOFDSTUK XIII. — *Wijziging van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs*

**Art. 39.** In artikel 8 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs wordt het volgende lid aan § 1 toegevoegd.

« In afwijking van wat voorafgaat, tijdens het schooljaar 2008-2009, kan het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs aanvaarden om een leerling in te schrijven die taalbadonderwijs volgt op een ander ogenblik dat deze bepaald in het eerste lid. »

**Art. 40.** In artikel 11 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, wordt het volgende lid aan § 2 toegevoegd :

« In afwijking van wat voorafgaat, tijdens het schooljaar 2008-2009, kan het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs aanvaarden om een leerling in te schrijven die taalbadonderwijs volgt op een ander ogenblik dat deze bepaald in het eerste lid. »

#### HOOFDSTUK XIV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 41.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2008, met uitzondering van :

- artikel 1 dat op 1 oktober 2009 in werking treedt;
- de artikelen 13, 14, 18, 39 en 40 die op 1 september 2009 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 december 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN,

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,  
M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :  
Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 605-1. Commissieamendementen, nr. 605-2.- Verslag nr. 605-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 december 2008.